

Mais c'est tout de même extraordinaire que pareille coïncidence ait pu se produire.

**M. Campbell (Stormont):** Puis-je poser une question au député?

**L'hon. M. Pickersgill:** Non, monsieur!

**M. Campbell (Stormont):** Puis-je poser une question au député?

**M. le président:** A l'ordre! Le député n'a pas cédé la parole.

**L'hon. M. Pickersgill:** Chose extraordinaire, moins de six mois après l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement, le marasme s'était répandu dans tout le pays et n'a pas cessé depuis. Durant cette période de quatre ans, depuis 1958... (*Exclamations*)

**M. le président:** A l'ordre!

**L'hon. M. Pickersgill:** Durant toute cette période...

**M. Pigeon:** Parlez de l'augmentation de \$6.

**L'hon. M. Pickersgill:** Oui, et les deux dra-peaux aussi. Pour l'ensemble de la période, la production par personne a fléchi au Canada. Le Canadien moyen ne produit pas autant qu'il le faisait en 1957. C'est un fait.

**L'hon. M. Browne:** C'est une fausseté.

**L'hon. M. Pickersgill:** On l'a prouvé tant et tant. Voilà où réside l'explication des déficits. Ces déficits ne résultent pas de toutes les magnifiques initiatives que les vis-à-vis prétendent avoir prises pour soulager le chômage, qui frappe encore un demi-million de nos compatriotes à l'heure actuelle. Il n'y a qu'une façon de réaliser un régime de sécurité sociale convenable: c'est d'avoir une économie qui soit suffisamment productive pour nous permettre de faire, pour les moins fortunés de nos compatriotes, ce que nous voulons faire, ce que nous devrions faire, et ce que le gouvernement actuel ne fait pas.

Le premier ministre veut qu'on lui dise quel article de dépenses nous éliminerions. Eh bien, nous n'aurions jamais favorisé les nouvelles et énormes dépenses concernant le service de la dette que nous devons acquitter. Nous n'aurions jamais subi ces dépenses car nous aurions géré les finances du pays comme tous les autres gouvernements libéraux en des temps pénibles: en allégeant le fardeau de l'intérêt au lieu de l'alourdir. Voilà une façon de faire disparaître les déficits, et nous aurions pu employer, pour réduire les dépenses, bien d'autres méthodes.

D'abord, il y aurait lieu de réduire de neuf dixièmes toutes les envolées que les ministres font autour du monde, et personne n'y perdrait rien. On pourrait continuer indéfiniment, mais ce n'est pas en éliminant les prestations

de sécurité sociale qu'il convient d'envisager le problème. La réduction est une attitude des tories. C'est l'attitude des gens qui n'ont pas foi en l'avenir, des gens qui croient réellement que tout est statique et stagnant. Ce qui compte, c'est de trouver un gouvernement qui a foi en l'avenir, qui évolue avec l'avenir, qui s'attaque et résout les problèmes au fur et à mesure qu'ils se posent, et qui fait progresser le Canada avec le reste du monde.

Un de mes amis m'a demandé l'autre jour: «Sous le gouvernement que dirige M. Diefenbaker, le Canada a-t-il encore des amis quelque part dans le monde, si ce n'est Castro?»

**M. McDonald:** Allez voir aux Nations Unies.

**L'hon. M. Pickersgill:** Castro est un bon ami du ministre du Commerce. Au fond, notre pays ne s'est pas développé. Il a cessé de croître. Il piétine sur place, et le hasard a voulu qu'il se mette à piétiner en même temps que le gouvernement tory a pris le pouvoir. Que ce soit là l'effet d'un pur hasard ou de quelque autre cause, c'est pourtant bien vrai, tout comme en 1930 et en 1911. C'est l'un des faits dont tiendra compte la population canadienne, je pense, lorsque le moment sera venu de déterminer le genre de gouvernement qu'elle veut s'attribuer.

**M. Campbell (Stormont):** L'honorable député semble vouloir m'éviter toute la soirée. Puis-je lui poser une question? Je l'adresse à ce maître des coïncidences. Est-ce également une coïncidence que les deux régressions économiques récentes, celle de 1929 et celle de 1956, aient débuté lorsque les libéraux étaient au pouvoir? Est-ce là aussi une coïncidence?

**L'hon. M. Pickersgill:** Monsieur le président, en réponse à une question si compliquée, peut-être devrais-je signaler à l'honorable député que l'année 1956 a été la plus prospère de toute l'histoire du Canada depuis que Jean Cabot a découvert, le premier, notre pays. Tout allait si bien qu'en 1957 quelque 280,000 personnes sont venues d'autres pays s'établir au Canada.

**M. Campbell (Stormont):** Et en 1929?

**M. le président:** J'accorde la parole au Solliciteur général.

**L'hon. M. Browne:** Monsieur le président, c'est avec certains sentiments de timidité et d'émoi que je prends la parole après l'homme d'État de grande expérience qui vient de reprendre son siège. Il nous a tous à l'œil. Il sait combien de jours nous passons dans nos bureaux et combien de jours nous sommes absents. Toutefois, il a fait ce soir plusieurs